

Géopolitique de l'Amazonie

Par **Ombelyne Dagicour**

Ombelyne Dagicour, docteur des universités de Genève et Paris-1 Panthéon-Sorbonne, est spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Amérique latine. Elle enseigne à Sciences Po (campus de Poitiers).

Réservoir irremplaçable de biodiversité et d'eau douce, le bassin amazonien a acquis une importance majeure à l'heure des dérèglements climatiques. Les incendies qui ont touché la forêt amazonienne en 2019 ont révélé la vulnérabilité de cet espace et mis en lumière de profondes divergences entre le gouvernement brésilien et la communauté internationale. Jair Bolsonaro défend des positions climato-sceptiques. Il fait primer le développement économique sur la protection de l'environnement.

politique étrangère

Les incendies qui ont ravagé l'Amazonie en 2019 ont mis en lumière les difficultés d'une conciliation entre exigences environnementales et économiques dans ces territoires. « Poumon de la Terre », la forêt amazonienne s'étend sur plus de 7,5 millions de km² et constitue un réservoir unique de biodiversité¹. Plus grand système hydrographique au monde, le bassin amazonien concentre également 20 % des réserves d'eau douce. Alors que le réchauffement climatique s'accélère, l'énorme stock de carbone contenu par la forêt amazonienne menace d'être libéré sous l'effet d'une déforestation qui tend à augmenter. 90 000 incendies ont été comptabilisés en 2019, soit le plus lourd bilan depuis près d'une décennie. Ils ont suscité une vive émotion internationale, et entraîné la mise en cause du gouvernement brésilien, en particulier de son président Jair Bolsonaro. La forêt amazonienne a déjà perdu 20 % de sa superficie en l'espace de cinquante ans selon le World Wildlife Fund (WWF). La déforestation en Amazonie a désormais presque doublé au Brésil par rapport à 2018, poussant les monocultures commerciales et les activités d'extraction toujours plus loin dans les confins tropicaux².

1. Les scientifiques estiment que l'Amazonie abrite près de 10 % de la biodiversité mondiale. F.-M. Le Tourneau, *L'Amazonie. Histoire, géographie, environnement*, Paris, CNRS éditions, 2019, p. 57.

2. « Brésil, la déforestation de l'Amazonie a presque doublé en un an », *Le Monde*, 8 septembre 2019, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

Ces récents événements révèlent que les territoires amazoniens ne sont plus périphériques. Bien qu'historiquement marginalisée, l'Amazonie est désormais une région stratégique de premier plan. Ses ressources minérales et ses potentialités agro-industrielles la placent au cœur des priorités nationales pour le Brésil dont le territoire comprend environ 60 % de la superficie totale du bassin amazonien. En 1953, le Brésil a défini le cadre politico-administratif et territorial d'une « Amazonie légale », dans lequel sont menés les programmes d'infrastructure et de colonisation des terres amazoniennes.

La notion de territoire désigne communément un espace approprié et délimité par une autorité, formant la base d'une juridiction. Or, à l'heure de la crise écologique et climatique mondiale, une tension apparaît entre la souveraineté des États administrant l'Amazonie et la volonté de certains acteurs de faire appliquer des normes internationales, voire d'internationaliser la gestion amazonienne³. Dans ce contexte, quels sont les défis mais aussi les menaces qui pèsent en Amazonie sur la protection environnementale et des populations ?

Pour comprendre ce qui se joue, il faut revenir brièvement sur les dynamiques historiques des territoires amazoniens au Brésil. Ce préalable est indispensable afin d'appréhender les enjeux écologiques et sociaux spécifiques aux espaces amazoniens à l'aune des contradictions entre logiques « développementalistes » et « environnementalistes ». Puis on verra en quoi l'évolution récente de la posture géopolitique du gouvernement brésilien laisse planer de grandes incertitudes sur la protection de la forêt amazonienne, et pourrait signifier un revers du multilatéralisme dans la lutte contre le réchauffement climatique.

L'Amazonie brésilienne, dynamiques pionnières et construction nationale

De par son éloignement, l'Amazonie est longtemps restée *terra incognita* aux yeux du pouvoir impérial, puis républicain. Toutefois, dès l'époque coloniale, les territoires amazoniens ont vu naître nombre de mythes, en particulier celui de *l'El Dorado*, pour désigner un espace homogène « vert » dominé par une nature aux ressources inépuisables. L'histoire de l'occupation et du développement économique de l'Amazonie suit des cycles liés à l'exploitation des ressources de la forêt (bois, minerais, plantes médicinales, etc.). Le *boom* du caoutchouc lié à l'essor de l'industrie automobile

3. I. Bellier (dir.), *Terres, territoires, ressources. Politiques, pratiques et droits des peuples autochtones*, Paris, L'Harmattan, 2014, pp. 16-17.

bouleverse la place et l'économie de ces anciennes marges coloniales, en les propulsant dans les circuits du capitalisme international⁴.

Le gouvernement de Getúlio Vargas, leader populiste autoritaire (1930-1945, puis 1945-1951) représente un moment important dans la formulation de l'identité brésilienne et l'incorporation des marges amazoniennes à la nation. Il lance le premier plan de développement de l'Amazonie, qui s'insère dans le projet d'implantation du « nouvel État brésilien » (*Estado Novo*). L'étroite relation qui se noue entre nationalisme et « développementalisme » est alors théorisée par les pères fondateurs des sciences humaines brésiennes. Pendant la guerre froide – marquée en Amérique latine par les conséquences de la révolution cubaine de 1959 –, les dirigeants nationalistes du Brésil misent sur le contrôle géopolitique du territoire et l'industrialisation par substitution aux importations.

Dans ce contexte, les terres amazoniennes acquièrent une dimension stratégique inédite, tant pour le développement économique que pour la sécurité nationale. Emblématique de l'idéologie développementaliste, le régime de Juscelino Kubitschek (1956-1961) inaugure en 1960 la capitale Brasilia, symbole d'un idéal de modernité orchestré par la puissance étatique et sa prétention à exercer pleinement une souveraineté territoriale. L'ouverture du premier axe routier amazonien entre Belém et Brasilia illustre l'effort pour désenclaver l'Amazonie et transformer le Brésil en un pays moderne, industriel et urbain jusque dans ses confins.

Les terres amazoniennes acquièrent une dimension stratégique inédite

Cette dynamique d'expansion territoriale est poursuivie par les militaires au pouvoir entre 1964 et 1985. Parmi les « Grands objectifs nationaux » définis par ce régime technocratique et autoritaire figurent d'importants programmes de colonisation minière et agricole en Amazonie, menés sous l'égide de la Superintendance pour le Développement de l'Amazonie (SUDAM) créée en 1966. La période allant de 1968 à 1976 marque l'ouverture décisive de l'Amazonie aux investissements privés (nationaux et/ou étrangers). Emblématique des enjeux économique-stratégiques liés à la valorisation des ressources naturelles, le projet RADAM (*Radar da Amazônia*) est lancé en 1970. Il permet d'obtenir la première cartographie exhaustive du bassin amazonien. Coordonné par un département placé sous la tutelle du ministère des Mines et de l'Énergie, ce programme de couverture aérienne de l'Amazonie par imagerie radar qui s'appuie sur les

4. A. Coic, « La grande aventure du caoutchouc en Amazonie. Bois et forêts des tropiques », *À travers le monde*, vol. 2, n° 264, 2000, pp. 61-66.

dernières avancées technologiques développées aux États-Unis, débouche ainsi sur l'inventaire systématique des ressources amazoniennes.

Le processus d'intégration de l'Amazonie à la sphère étatique et nationale se reflète dans la profonde modification de l'organisation spatiale du Brésil : la poussée pionnière vers les territoires amazoniens connaît un essor spectaculaire⁵. Des vagues migratoires successives aboutissent à la formation de noyaux urbains présentant une grande diversité socio-culturelle. Aujourd'hui, 70 % de la population amazonienne du Brésil résident dans des villes, selon le recensement de 2010 réalisé par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE). Ce sont presque 18 millions d'habitants qui demeurent en Amazonie, dont un peu moins de 300 000 Amérindiens⁶. Autre conséquence durable : l'extension des monocultures d'exportation (soja, café, canne à sucre pour l'éthanol) et de l'élevage bovin, sous l'effet d'une déforestation encouragée par les incitations fiscales favorables aux grands domaines.

L'occupation spatiale et la mise en valeur des ressources amazoniennes participent d'une dynamique géo-historique qui dépasse le cadre national. Les ambitions régaliennes de l'État brésilien continuent de guider les politiques publiques destinées à assurer la croissance économique, mais elles sont formulées dans un contexte marqué depuis les années 1990 par le renforcement de la dérégulation néolibérale et des logiques supranationales incarnées par une diversité d'acteurs en interaction avec les populations locales, notamment amérindiennes. La complexification progressive des jeux d'acteurs d'origines diverses (locale, nationale, internationale) d'une part, et la prise de conscience du rôle déterminant de l'Amazonie sur les équilibres climatiques mondiaux d'autre part, font lever de multiples questions sur la pertinence du modèle de développement de cet espace.

Préserver ou exploiter ? Retour sur les contradictions contemporaines de l'Amazonie

Les premiers cris d'alarme sur le « pillage de l'Amazonie » se sont fait entendre dès les années 1970⁷. Cette décennie est marquée par une sensibilisation croissante à l'écologie, suite à la Conférence de Stockholm sur l'Environnement et à l'alerte lancée par le Club de Rome en 1972.

5. M. Droulers, *Brésil : une géohistoire*, Paris, Presses universitaires de France, 2001.

6. Il s'agit de la population amazonienne résidant au sein de l'Amazonie forestière proprement dite. La population totale de l'Amazonie « légale » représente environ 23 millions d'habitants. Voir F.-M. Le Tourneau, « La distribution du peuplement en Amazonie brésilienne : l'apport de données par secteur de recensement », *L'Espace géographique*, vol. 38, n° 4, 2009, pp. 359-375, disponible sur : <www.cairn.info>.

7. J. Eglin et H. Théry, *Le Pillage de l'Amazonie*, Paris, Maspéro, 1982.



La région amazonienne

En 1985, le retour à la démocratie au Brésil constitue un tournant majeur dans la gestion publique de l'environnement. Pour la première fois, la Constitution promulguée en 1988 affirme la responsabilité de l'État brésilien en matière de protection environnementale⁸.

Elle fait également entrer le pays dans la voie du multiculturalisme, reconnaissant le droit des peuples amérindiens à préserver leurs modes de vie, tout en leur concédant des droits fonciers⁹. Ces derniers consistent en un usufruit exclusif permanent, collectif et inaliénable des ressources du sol et de l'environnement des territoires qui leur sont réservés¹⁰. Durant la décennie 1990 et le début des années 2000, ce changement d'orientation politique s'illustre à travers un vaste mouvement de reconnaissance des

8. F.-M. Le Tourneau, (dir.), *Amazonie brésilienne. Usages et représentations du territoire*, Paris, éditions de l'IHEAL, 2017. L'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (IBAMA), autorité fédérale dépendante du ministère de l'Environnement, est créé l'année suivante par la loi n° 7735 du 22 février 1989.

9. V. Boyer, « Qu'est-ce que le quilombo devenu ? De la catégorie coloniale au concept anthropologique », *Journal de la Société des américanistes*, vol. 96, n° 2, 2010, pp. 229-251.

10. Le territoire demeure propriété de l'État fédéral qui conserve le droit d'exploitation du sous-sol.

«terres indigènes» concentrées principalement en Amazonie, mené sous l'égide du ministère de la Justice et de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI).

Ces attributions territoriales coïncident avec l'essor des mouvements indianistes à caractère identitaire, porteurs de revendications égalitaires et écologiques. L'élaboration de l'image de l'indien associé à la Nature a permis d'unifier le mouvement amérindien brésilien et d'en assurer la visibilité internationale grâce au soutien d'acteurs de la société civile et d'organisations internationales. Par exemple, la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux (1989) répond aux finalités d'*empowerment* des peuples autochtones. Si les logiques de la globalisation économique et financière se sont progressivement imposées dans l'agenda politique des gouvernements brésiliens, modelant le territoire autour des grandes filières agricoles et extractives, la question du déboisement accéléré de la forêt amazonienne émerge comme une préoccupation centrale sur la scène internationale. Les problématiques socio-environnementales soulevées par la gestion des territoires amazoniens ont ainsi amené à reconsidérer le mode d'élaboration et de conduite des politiques publiques territoriales à l'aune des objectifs de Développement durable définis lors de sommets internationaux comme celui des Nations unies sur l'Environnement à Rio de Janeiro en 1992¹¹.

La victoire de Luiz Inácio Lula da Silva à l'élection présidentielle de 2002 a signifié un retour à une politique d'État développementaliste, conçue dans une logique de lutte contre la pauvreté et de redistribution des richesses. À l'instar de celles d'autres gouvernements «progressistes» de la région, les ambiguïtés, voire les contradictions, de Lula illustrent les difficultés à assurer une «croissance inclusive» et à préserver l'attractivité du pays, tout en garantissant une gestion écologique du territoire et de ses ressources naturelles¹². Dès le premier mandat de Lula, on observe en outre un ralentissement du processus de reconnaissance des territoires amérindiens.

Avec le lancement du Plan d'accélération de la croissance au cours de son second mandat, le leader du Parti des travailleurs (PT) affiche ses ambitions économiques. Une série d'investissements et de partenariats public-privé à hauteur de 260 milliards de dollars ont servi à financer un vaste programme

11. M. Droulers, *L'Amazonie : vers un développement durable*, Paris, Armand Colin, 2004.

12. V. Bos et C. Lavrard-Meyer, «Néo-extractivisme minier et question sociale au Pérou», *Cahier des Amériques latines*, n° 78, 2015, disponible sur : <<https://journals.openedition.org>> ; T. Coutrot, «Lula, le social et l'écologie», *Mouvements*, vol. 4, n° 60, 2009, pp. 138-144, disponible sur : <www.cairn.info>.

d'infrastructures et d'équipements visant à répondre aux besoins énergétiques croissants des territoires amazoniens. Objet de vives controverses dès la signature du contrat de concession en 2010, la construction du barrage géant de Belo Monte sur les rives du fleuve Xingu au cœur de l'Amazonie profonde, consacre la rupture entre le lulisme et les communautés amérindiennes. Minoritaire au Parlement face au bloc ruraliste, le président Lula doit finalement s'engager dans une libéralisation du marché agricole conforme aux intérêts du lobby agroalimentaire. Conséquence : alors que la déforestation avait diminué grâce aux réformes engagées par Marina Silva à la tête du ministère de l'Environnement, son rythme repart à la hausse dès 2007, poussant la ministre à démissionner l'année suivante.

La déforestation repart à la hausse dès 2007

Simultanément, l'année 2007 marque l'officialisation de la Politique nationale de gestion environnementale des Terres amérindiennes, par laquelle le gouvernement décide d'ériger les territoires amérindiens en Unités de conservation. Ces aires, exclusivement réservées aux populations amérindiennes, représentent à l'heure actuelle 13,7 % de la superficie totale du Brésil¹³. Cette mesure s'insère dans l'arsenal légal et les nouveaux outils mis en place par le gouvernement de Lula pour œuvrer à consolider la gestion publique environnementale et à promouvoir des politiques durables en Amazonie. Le Programme national de conservation de la biodiversité de 2002, puis le Plan stratégique national des Aires protégées en 2006 reflètent l'orientation politique générale adoptée au niveau fédéral.

Cette inflexion se retrouve dans la diplomatie brésilienne des vingt dernières années. Le Brésil – quatrième pays émetteur de gaz à effet de serre – s'est en effet imposé comme un acteur incontournable des négociations internationales sur le climat et le développement durable. Les gouvernements de Lula, puis de Dilma Rousseff, se sont engagés à lutter contre le réchauffement climatique en ratifiant plusieurs conventions et accords internationaux, dont celui de Paris en 2015¹⁴.

Avec la destitution de Dilma Rousseff en 2016 et l'arrivée du conservateur Michel Temer à la présidence, la question environnementale a souffert de l'instabilité politique et économique. Le retour en force des *ruralistas* au

13. F.-M. Le Tourneau, « Le Brésil et ses Indiens : une réconciliation impossible ? », *ÉchoGéo*, juillet-septembre 2017, n° 41, disponible sur : <<https://journals.openedition.org>>.

14. N. Aparecida de Mello-Théry, « Politiques environnementales brésiliennes : intentions et réalités », *ÉchoGéo*, juillet-septembre 2017, n° 41, disponible sur : <<https://journals.openedition.org>>.

Parlement s'est exprimé à travers une série de lois et de dispositifs visant à démanteler les précédentes avancées institutionnelles et juridiques relatives à la conservation environnementale. Les Unités de conservation et le patrimoine foncier amérindiens ont fait l'objet d'importantes régressions ces dernières années. Les coupes budgétaires de 2017 ont par ailleurs affecté la capacité de la puissance publique à maintenir la surveillance systématique des aires protégées. À titre d'exemple, la FUNAI, agence fédérale chargée d'identifier et de délimiter les territoires amérindiens, a vu son budget amputé de moitié et son personnel être considérablement réduit.

Sur la même période, l'augmentation des prix de la viande bovine et du soja sur les marchés mondiaux semble étroitement corrélée avec le regain de la déforestation depuis 2016. Dès 2012, les attaques portées à l'encontre du Code forestier par les milieux conservateurs ont ouvert la voie à une plus grande libéralisation du marché des terres amazoniennes, et simplifié l'obtention des autorisations environnementales préalables à tout projet d'investissement agricole ou minier. L'extension des activités vouées à l'export, et les effets de la globalisation sur la valorisation de la terre, affectent aujourd'hui des territoires amazoniens de plus en plus reculés, occupés par des populations amérindiennes dont l'ouverture de nouveaux fronts de colonisation vient accentuer la vulnérabilité.

Confrontées aux dynamiques d'étalement agricole et de spéculation foncière, les populations amérindiennes se mobilisent. Sous la bannière de *Terra Livre*, plus de 2 000 indiens ont manifesté à Brasilia au mois d'avril dernier afin d'exiger du président Jair Bolsonaro l'arrêt de sa politique ultra-libérale. Cependant, face aux conséquences sociales de la crise économique, aux scandales de corruption à répétition, et aux problèmes d'insécurité, les minorités amérindiennes peinent à faire entendre leur voix¹⁵. Les occupations illégales des territoires amérindiens protégés, et les phénomènes d'accaparement de terres se multiplient, engendrant des situations conflictuelles en Amazonie.

Ce climat d'impunité s'explique notamment par le mépris d'une partie des élites conservatrices à l'égard des minorités amérindiennes et afro-brésiliennes, régulièrement accusées de bloquer le développement économique du pays. Dans un discours prononcé l'an dernier, Jair Bolsonaro

15. Les chiffres du recensement officiel de 2010 font apparaître la population amérindienne comme ultra-minoritaire avec 896 900 individus répartis en 252 ethnies, soit 0,4 % de la population totale du Brésil estimée à 190 755 799 habitants (cinquième rang mondial). L'Amazonie elle-même compte moins de 300 000 Amérindiens. F.-M. Le Tourneau, « En marge ou à la marge : les populations amérindiennes dans le Brésil contemporain », *Espaces, Populations et Sociétés*, n° 2, 2014, disponible sur : <<https://journals.openedition.org>>.

était on ne peut plus clair : « Les minorités doivent se plier à la majorité [...]. Elles [devraient] s'adapter ou simplement disparaître¹⁶. » Dans un pays où la « démocratie raciale » célébrant le métissage de l'identité brésilienne reste avant tout un mythe fondateur élaboré par des intellectuels, cette déclaration rappelle que la construction de l'État-nation brésilien demeure façonnée par des idées racialisées. Celles-ci se matérialisent au travers d'un racisme structurant, à l'origine de la persistance d'inégalités sociales et de formes quotidiennes de violence.

Le 30 avril 2017, 200 fermiers ont attaqué à la machette des membres de la communauté Gamela dans l'État du Maranhao. Cet événement dramatique ne représente pas un cas isolé. Selon l'ONG Global Witness, le Brésil occupe la première place parmi les pays les plus dangereux pour les militants environnementaux. Entre 2010 et 2015, un bilan fait état de 207 morts, dont 50 pour la seule année 2015. La majorité d'entre eux étaient Amérindiens¹⁷. Les sympathisants bolsonaristes, qui comptent parmi les conservateurs les plus radicaux, proches de l'idéologie de la dictature militaire, voient dans les territoires amérindiens des zones délaissées par l'État, et un potentiel risque de sécession. Aussi peut-on craindre une accélération du démantèlement des droits fonciers amérindiens.

Plus largement, les tenants de la suprématie raciale pourraient annihiler le cadre démocratique qui a permis la reconnaissance des droits identitaires des minorités amérindiennes et afro-brésiliennes. Enfin, du point de vue écologique, si les territoires amérindiens placés sous le statut d'Unités de conservation pouvaient demain faire l'objet de concessions et d'exploitations minières, plus d'un million de kilomètres carrés d'espaces naturels protégés seraient directement menacés de disparition¹⁸.

Une « vulnérabilité stratégique » au cœur de tensions diplomatiques

Alors que l'été 2019 a vu l'Amazonie brûler bien au-delà des seules frontières brésiliennes, sept pays de la région se sont réunis le 6 septembre 2019 à Leticia, en Colombie. Rassemblés à l'initiative du gouvernement colombien d'Iván Duque, les présidents du Pérou, de l'Équateur, de la Bolivie ainsi que des représentants du Surinam et de Guyane ont souhaité adopter des mesures drastiques pour faire face à la crise environnementale. Volontiers présentée dans les médias nationaux comme

16. F. Maisonnave, « Au Brésil, le nouveau président Bolsonaro est une menace pour l'Amazonie et les peuples autochtones », *Climate Home News*, 29 octobre 2018, disponible sur : <<https://reporterre.net>>.

17. A. Massiot, « Au Brésil, la forêt fait les frais du virage politique », *Libération*, 11 mai 2017, disponible sur : <www.liberation.fr>.

18. F.-M. Le Tourneau, « Le Brésil et ses Indiens : une réconciliation impossible ? », *op.cit.*

un «grand sommet pour l'Amazonie», cette conférence organisée en seulement deux semaines a montré néanmoins d'importantes limites en raison de l'absence remarquée de la France et du Venezuela, mais aussi d'acteurs de la société civile pourtant directement concernés. Quant à Jair Bolsonaro, il fit acte de présence par visioconférence après avoir initialement décliné l'invitation.

Bolsonaro est opposé à toute forme d'internationalisation de l'Amazonie

Aussi, comme on pouvait s'y attendre, le Pacte de Leticia signé à l'issue de la rencontre afin de renforcer la collaboration en matière de surveillance satellitaire et de lutte contre la déforestation comporte-t-il très peu de mesures concrètes. Du reste, si le premier traité de coopération amazonienne remonte à 1978, cet événement vient rappeler les difficultés à instaurer une véritable politique de coopération régionale face à la prévalence des intérêts nationaux. Dans son intervention, le président brésilien a en outre réaffirmé avec force le principe de souveraineté concernant la gestion de la forêt amazonienne.

Jair Bolsonaro est ainsi farouchement opposé à toute forme d'internationalisation de l'Amazonie¹⁹. Sa posture n'est pas sans rappeler la pensée géopolitique théorisée par les militaires pour justifier leurs politiques intérieures et extérieures. Reflet de la centralisation autoritaire du pouvoir et de l'hégémonie du précepte de sécurité nationale, celle-ci a orienté les politiques territoriales ainsi que la projection extérieure de la puissance brésilienne de 1964 à 1985²⁰. Le Plan d'intégration nationale défini en 1971 par les généraux brésiliens a ainsi mis en valeur les enjeux de sécurité et de cohésion territoriale tout en soulignant la vulnérabilité stratégique des confins frontaliers amazoniens.

Avec la démocratisation de la société brésilienne, l'ancienne vision militaire a fait l'objet de vives critiques de la part de la société civile et du monde de la recherche²¹. Les dynamiques d'intégration régionale – dans le domaine économique et énergétique en particulier –, et les coopérations transfrontalières avec les pays voisins (notamment l'Argentine) ont été

19. En pleine crise des incendies, Bolsonaro a estimé que l'Europe n'a « pas de leçon à donner » au Brésil, et que les feux ne doivent pas être « un prétexte pour promouvoir l'idée d'un comité international pour gérer l'Amazonie » ; voir « Amazonie : Bolsonaro s'en prend à l'Europe et se rapproche des États-Unis », *Le Point*, 30 août 2019, disponible sur : <www.lepoint.fr>.

20. W. Messias da Costa et H. Théry, « Quatre-vingts ans de géopolitique au Brésil : de la géographie militaire à une pensée stratégique nationale », *Hérodote*, vol. 3-4, n° 146-147, 2012, pp. 253-276, disponible sur : <www.cairn.info>.

21. Voir les travaux pionniers de B. K. Becker, *Geopolítica da Amazônia. A nova fronteira de recursos*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar Ed., 1982.

encouragées au cours des dernières décennies. Ce processus d'ouverture s'est accéléré sous les présidences de Lula.

Néanmoins, d'importantes asymétries de développement, la persistance de contentieux territoriaux²², et l'insécurité liée à la criminalité organisée (trafic de drogue, orpaillage illégal, migrations clandestines, etc.) dans les marges forestières, font de l'Amazonie un objet de préoccupation majeure, durablement ancrée dans l'imaginaire collectif brésilien. La Stratégie nationale de défense officialisée par décret le 18 décembre 2008, suivie en 2012 de la publication du *Livre Blanc de la Défense nationale*, illustrent bien cet état de fait, l'Amazonie y figurant comme une priorité en matière de sécurité nationale. La dixième directive de la Stratégie nationale de défense est entièrement consacrée à l'Amazonie brésilienne, sur laquelle est réaffirmé le principe inconditionnel de la souveraineté étatique : « Celui qui s'occupe de l'Amazonie brésilienne, au service de l'humanité et de soi-même, c'est le Brésil²³. »

Dans cette perspective, le gouvernement ultra-libéral de Jair Bolsonaro, qui compte au demeurant plusieurs militaires, marque une inflexion significative quant à la position du Brésil sur l'échiquier international²⁴. Alors que ce pays s'était imposé comme un acteur incontournable des grandes réunions internationales sur le climat, assumant une position de leadership des pays émergents, la forte réaffirmation des enjeux de souveraineté nationale – et son influence directe ou indirecte sur la gestion de l'espace amazonien –, constitue une rupture avec les politiques de coopération et de durabilité menées par les gouvernements précédents. Les feux de forêt de 2019 ont mis en évidence des tensions importantes entre acteurs diplomatiques. Conforté dans ses thèses souverainistes par Donald Trump, Jair Bolsonaro a répondu de façon cinglante aux critiques émises par les gouvernements européens, à commencer par l'Allemagne et la France. Face à la suggestion d'Emmanuel Macron de discuter des affaires amazoniennes au sommet du G7, le président brésilien a accusé son homologue français « d'instrumentaliser une question intérieure au Brésil et aux autres pays amazoniens pour des gains politiques personnels », et de réactiver une « mentalité colonialiste »²⁵. Après avoir annoncé le retrait de la candidature

22. Rappelons les différends frontaliers qui entretiennent une tension de nature militaro-stratégique entre le Pérou et l'Équateur, le Venezuela et la Guyane.

23. E. Pinzelli, « Géopolitique du Brésil. L'Amazonie est à nous ! Comment le Brésil défend sa souveraineté sur le poumon vert de la planète », *La revue géopolitique-Diploweb*, 24 octobre 2014, disponible sur : <www.diploweb.com>.

24. M. Chatin, « Brésil : la politique étrangère de Jair Bolsonaro », *Politique étrangère*, vol. 84, n° 2, 2019, pp. 115-129, disponible sur : <www.cairn.info>.

25. M-P. Haddad, « Amazonie : la réponse cinglante de Jair Bolsonaro à Emmanuel Macron », RTL, 23 août 2019, disponible sur : <www.rtl.fr>.

du Brésil pour organiser la COP25, et menacé à plusieurs reprises de quitter l'accord de Paris, Jair Bolsonaro – qui partage le climato-scepticisme de Donald Trump – remet sérieusement en question les efforts multilatéraux en faveur du climat et de la préservation de la forêt amazonienne.

Les cycles successifs d'expansion interne de la frontière brésilienne ont peu à peu transformé les confins amazoniens en centre des préoccupations d'un Brésil en plein développement. Alors que le modèle économique de l'Amazonie repose historiquement sur l'extraction et la valorisation des ressources naturelles, les enjeux environnementaux globaux suscitent nombre d'interrogations sur le paradigme souverainiste et l'assise territoriale des États qui se partagent le bassin amazonien. Les tensions diplomatiques suscitées par la crise des incendies de 2019 témoignent de profondes divergences entre le Brésil et la communauté internationale quant à la gestion de la forêt amazonienne et de ses ressources à l'heure de la crise écologique. La question amazonienne se déploie donc à diverses échelles, laissant apparaître les contradictions entre logiques économiques et protection environnementale.



Mots clés

Amazonie

Brésil

Jair Bolsonaro

Protection de l'environnement

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2020

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traitent vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité ou, à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

